

Bruxelles: les logements sociaux dans le viseur des libéraux

Le Soir - PATRICE LEPRINCE - 4/04/2018

Les libéraux plaident pour l'arrêt de la construction de logements sociaux et publics à la Ville. Ils réclament une meilleure répartition de ceux-ci sur le territoire régional.

*Bruxelles doit être la vitrine de la Belgique. Pas son CPAS ». Dans une interview accordée à nos confrères du *Standaard*, l'échevine de la Mobilité à la Ville de Bruxelles Els Ampe (Open-VLD) n'y va pas de main morte pour annoncer l'une des exigences affichées par les libéraux en vue des prochaines élections communales : mettre un frein à la création de logements sociaux. C'est depuis la montagne où elle prend quelques jours de vacances que l'élue prend acte des réactions qui tombent après sa sortie médiatique. « *Comme je suis à l'étranger, certaines m'échappent, rigole celle qui figurera à la 2e place de la liste MR/Open-VLD pour le scrutin d'octobre. Mais j'ai reçu pas mal de SMS qui saluaient ce que j'ai dit, surtout du côté de Neder-over-Heembeek, de Haren et bien sûr du centre-ville* ».*

Dans son viseur donc, le logement social. « *Il y a trop de logements sociaux mais aussi de logements publics. Dans les années 80, les Bruxellois étaient les plus riches du pays mais, depuis 2016, ils sont les plus pauvres. Énormément de logements sociaux et publics ont été créés mais on n'arrive plus à tirer les gens vers le haut, parce que ceux qui sont en difficulté sont aujourd'hui trop nombreux. Cela ne concerne pas que l'argent mais aussi l'investissement humain nécessaire pour encourager les gens à prendre leur destin en main* ».

« Les enfants s'appauvrissent »

Et la libérale de citer l'exemple de l'enseignement pour étayer sa thèse. « *Lorsque vous parlez avec des directeurs d'école ou des enseignants, beaucoup vous disent que les enfants s'appauvrissent. Aider quelques-uns, c'est envisageable mais la moitié d'une classe, cela devient impossible. Nous sommes arrivés à un point où l'équilibre a disparu et il faut réinvestir dans les moyens humains. Il faut utiliser l'argent investi aujourd'hui dans les briques pour aider les plus pauvres à ne plus être dépendants de quelqu'un, qu'il s'agisse de trouver un boulot ou un logement* ».

Pointée encore, une population à deux vitesses : les plus riches d'un côté et les plus pauvres, de l'autre, la classe moyenne peinant à avoir droit de cité, estime Els Ampe. *« Comme le marché privé rétrécit face au nombre de logements sociaux et publics, les prix augmentent de facto et seuls les très riches peuvent se permettre d'obtenir un appartement ou un studio dans le centre-ville. Il reste des terrains à construire et il faut donc aussi construire du logement moyen abordable pour le policier, l'infirmier ou l'enseignant qui ont aujourd'hui tendance à quitter Bruxelles au détriment de la mixité sociale. Il faut des gens pour aider ceux qui ont besoin d'assistance mais s'ils ne sont pas assez nombreux, l'équilibre est rompu ».*

« Un point de vue partagé par le MR »

Un point de vue musclé que l'échevine dit partagé par le partenaire MR. *« Nous avons abordé ce thème à plusieurs reprises, notamment durant les réunions pour la création de notre programme électoral ».* Alain Courtois parti en vacances, c'est Geoffroy Coomans de Brachène qui se fait le porte-voix des libéraux. Pour confirmer le message envoyé par Els Ampe. *« Il ne s'agit certainement pas de stigmatiser les pauvres, précise toutefois l'échevin de l'Urbanisme d'entrée de jeu. Nous avons depuis longtemps des discussions concernant la répartition des logements sociaux en Région bruxelloise. Je partage le point de vue d'Els quant au fait que la Ville a toujours pris sa part et même plus que sa part dans cette répartition. Là où les communes doivent atteindre 10 % de logements sociaux, ce que beaucoup ne font pas, la Ville à elle seule est à 18 % ».*

Une part qui ne cesse d'augmenter, pointe notre interlocuteur. *« Le message est donc de dire qu'il faut que les autres communes fassent le nécessaire. La Ville ne peut assumer toutes les obligations que les autres n'acceptent pas de prendre ».*

Faut-il pour autant arrêter le logement social à la Ville ? *« C'est dans notre ADN de faire du social et nous en avons toujours fait mais nous avons aujourd'hui des poches de logements sociaux telles que nous sommes en train de créer une forme de ghettoïsation. Dans le centre-ville, la moitié des logements sont gérés directement ou indirectement par le public. Il ne s'agit pas de dire halte-là mais il faut que les autres prennent leur part ».*

« Des logements confortables à des prix accessibles »

Autre volonté partagée : permettre aux classes moyennes de rester en ville. *« La réalité et on le voit tous les jours, c'est qu'un couple peut encore s'installer à Bruxelles mais dès qu'on a un ou deux enfants, on est obligé de sortir de la Ville, voire de la Région, car il n'est plus possible d'acheter même pour des personnes qui travaillent. Nous serons bientôt dans la même situation que Londres ou Paris où l'on ne peut être que locataire. Nous devons donc faire en sorte que cette ville ne soit pas une ville duale et pour*

ce faire, il faut pouvoir accueillir convenablement les classes moyennes. Le message, il est là : donnons la priorité aux classes moyennes qui ont été un peu oubliées ces dernières années et pas seulement à la Ville ! ».

Faire passer la pilule auprès de l'actuel partenaire de majorité à la Ville, le parti socialiste, s'annonce, par contre, un poil plus compliqué. « *Chacun se positionne via son programme et ensuite nous verrons avec qui il est possible de créer un projet d'avenir. C'est à cela que servent les élections* », plante Els Ampe.

Du côté des socialistes, c'est par communiqué que l'échevin du logement a souhaité réagir. « *Ce n'est certainement pas en construisant des logements de qualité à des prix abordables que l'on attire la pauvreté, c'est même tout le contraire* », a souligné Mohamed Ouriaghli en insistant sur le fait que la création du Plan « 850 logements » qu'il porte au nom de la Régie foncière concerne du logement moyen et non du social. « *Nombre de nos concitoyens éprouvent des difficultés. Si on ajoute à cela le boom démographique, on comprend comme le prix des loyers peut poser problème. Dans cette situation, le pouvoir public et les politiques doivent prendre leur responsabilité ! C'est pour cela qu'à la Ville de Bruxelles, nous construisons des logements confortables à des prix accessibles. Cette politique permet également de jouer sur les prix du marché, à l'avantage des Bruxellois !* », se défend l'échevin en appuyant par contre la demande des libéraux quant à une meilleure répartition du logement social sur l'ensemble du territoire bruxellois, « *répartition qui ne relève pas de la Ville mais bien de la Région Bruxelloise* ».

Réaction: «Pas assez de logements sociaux»

P.LE

Du côté du Rassemblement bruxellois pour le droit à l'habitat (RBDH), c'est peu dire que la sortie d'Els Ampe passe mal. « *Le logement social n'est pas le problème, le problème est qu'il n'y en a pas assez en Région bruxelloise où 43.000 personnes sont sur une liste d'attente alors qu'on en construit 110 par an. Il faudra donc des décennies avant de répondre à la demande actuelle. Il faut aussi savoir que lorsque la Ville construit du logement public, une grande partie est affectée au logement moyen et donc pas à l'attention d'une population précarisée. Il est inacceptable d'entendre de la part d'un politique que le logement social serait un problème* ».